FOREIGN SERVICE OF THE UNITED STATES OF AMERICA

216
11

SECURITY : RESTRICTED

PRIORITY: AIR POUCH

755.11/8-350

TO : Department of State

FROM : BRUSSELS 91 August 3 1950

XR 755.091
755.003

REF :

SUBJECT [redacted]

EUR INFO

RECD ACTION INFO

EXCISE

EUR

DCR
EUR/X
OLI

B-1

[redacted]

B-1

755.11/8-350

1/ [redacted]

B-1

2/ [redacted]

B-1

3/ [redacted]

B-1

4/
5/

[redacted]

B-1

CBW
CBWood/mae
File 361.1

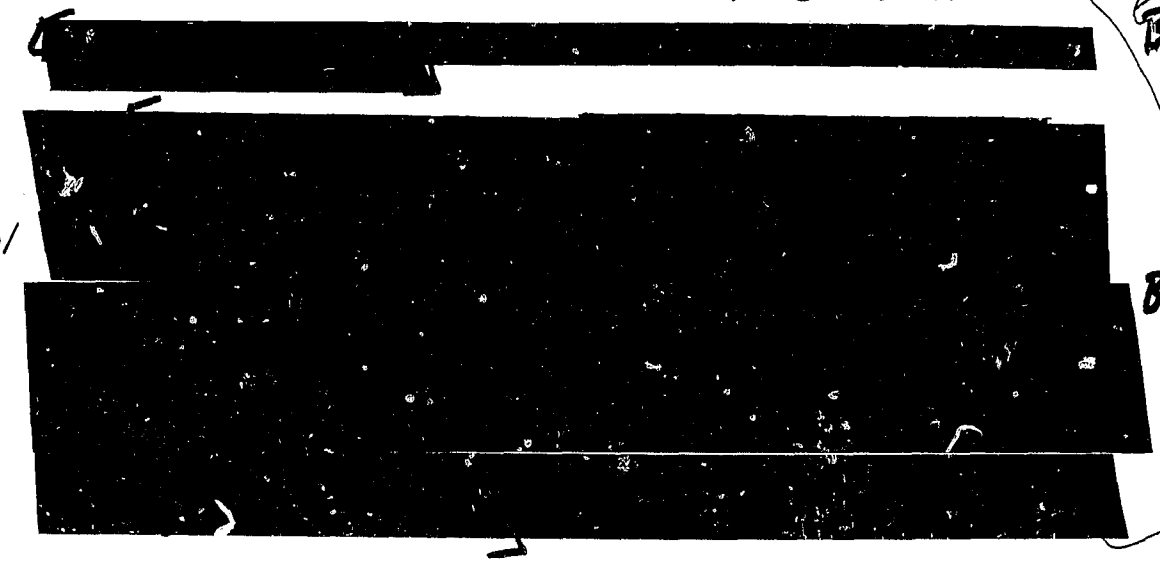
DEPARTMENT OF STATE A/CDC/MR

REVIEWED BY H. Meyers DATE 11/16/82
CLASSIFIED CONFIDENTIAL
~~RDS~~ or ~~HDC~~ EXT. DATE OADR 1.3(a)(5)
TS AUTH ~~DD~~
ENDORSE EXISTING MARKINGS ☐ R files with an endorsement of action taken.
~~DECLASSIFY~~ ☐ ~~RELEASABLE~~ ☐
RELEASE IN PART
PA or FOI EXEMPTIONS B-1

RESTRICTED

AUG 8 1950

The action office



6/

Chalmers B. Wood

Chalmers B. Wood

Third Secretary of Embassy

Enclosures: All.

1. Newspaper clipping from Le Peuple of 8/2/50
2. " " " " " " 8/2/50
3. " " " " " " 8/2/50
4. " " " Drapeau Rouge of 8/1/50
5. " " " " " " 8/2/50
6. " " " Libre Belge of 8/2/50

Enclosure 2 to Despatch 91 dated August 3, 1950 from Brussels
Source: Le Peuple of August 2, 1950

Effacement et abdication

Par Paul-Henri SPAAK

Nous venons de vivre une quinzaine épuisante. Epuisante par le travail, les initiatives et les responsabilités.

Quand le gouvernement P.S.C. homogène s'est décidé à ramener Léopold III à Bruxelles, nous lui avons fait l'opposition parlementaire la plus vive. Nous avons doublé notre action dans les Chambres par quelques manifestations de grand style et par plusieurs grèves d'avertissement. Tout fut inutile. Nos adversaires butés ne voulurent rien entendre et rien comprendre. Nous eûmes beau leur répéter qu'ils n'arriveraient jamais à imposer aux Bruxellois et aux Wallons le retour du roi sur le trône; qu'ils se heurteraient à l'irréductible opposition de plus de deux millions de Belges, et que leur tactique finirait dans la révolte et le sang, ils refusèrent de nous croire.

Tout fiers de leurs quelques voix de majorité, ils étaient décidés à imposer au pays leur abus de pouvoir.

Le soir du 22 juillet, ils pensaient qu'ils avaient triomphé. Protégé par cinq mille gendarmes et cinq mille soldats, Léopold III était, au petit matin, rentré sans incident dans son château de Laeken.

Sans incidents comment après cela ne pas croire en leur toute puissance. Comme si nous allions combattre sur le terrain choisi par eux, au jour et à l'heure qu'ils voulaient.

Leur triomphe fut de courte durée. Quarante-huit heures plus tard, on déclenchait dans le pays le plus puissant mouvement de grève jamais vu en Belgique. Honneur à la classe ouvrière, chapeau bas devant sa volonté, son courage, son désintéressement.

Il ne s'agissait pas pour elle d'obtenir une amélioration matérielle de son sort, il s'agissait de défendre sa conception de l'honneur politique, et pour ce faire, elle n'hésita pas à s'imposer de lourds sacrifices. Elle ne recula pas devant de graves dangers.

dû la payer de combats de rue et d'un grand nombre de victimes; car notre lutte contre les gendarmes et les soldats eût été vraiment trop inégale. Le prix était de toute évidence trop élevé, notre devoir était de ne pas le payer.

Nous avons donc renoncé à exiger l'abdication immédiate et sans condition et nous nous sommes ralliés à une procédure; après avoir assuré l'effacement de Léopold III tout de suite, l'abdication dans un an, et cela sans qu'une goutte de sang supplémentaire ne coule.

Notre but essentiel est atteint, Léopold III ne régnera plus.

Dans les tout premiers jours qui viennent, le Parlement votera la loi attribuant au Prince Baudouin l'exercice des prérogatives royales et, dès ce moment, Léopold III ne jouera plus aucun rôle dans la politique belge. Dans un an, le Prince aura atteint sa majorité, alors Léopold III abdiquera et la question royale qui, pendant dix ans, nous a cruellement divisés, sera terminée.

Et maintenant, c'est à notre tour de nous montrer compréhensifs. Nous l'avons déjà assez souvent déclaré ces derniers temps : il ne faut pas démoraliser nos adversaires, il ne faut pas abuser de nos succès, il faut essayer de rétablir la concorde et l'affection entre les Belges.

Nous allons nous y employer d'un cœur sincère. La position du jeune Prince est difficile, ses responsabilités sont lourdes, son expérience est nulle, nous devinons ce que peuvent être ses sentiments.

Le Parti Socialiste, ses militants tiendront la parole qu'ils ont donnée, l'effacement et l'abdication du roi mettent fin à la question royale

C'est un nouveau règne qui commence dans une nouvelle atmosphère. Les plaies cruelles de ces dernières années ne seront pas guéries en quelques jours. Il faudra beaucoup de patience, beaucoup de tact, beaucoup d'humanité, pour apaiser les rancœurs et valoriser les résultats.

Si le Prince veut bien se montrer strictement constitutionnel, il surmontera toutes les difficultés; nous l'y aiderons de

d'obtenir une amélioration matérielle de son sort, il s'agissait de défendre sa conception de l'honneur politique, et pour ce faire, elle n'hésita pas à s'imposer de lourds sacrifices. Elle ne recula pas devant de graves dangers.

Certes, et heureusement, elle n'était pas seule dans sa lutte et du pays entier les témoignages de sympathie et les gestes de solidarité vinrent augmenter sa résolution et sa confiance.

Visiblement, le gouvernement était surpris et impressionné; mais il crânait encore. Il spéculait sur un tas de vains espoirs, parce que jamais il n'a compris la profondeur des sentiments antiléopoldistes. Il ne se rendait pas compte qu'il était à la merci d'un événement, à la veille d'une révolution. Il refusait encore la parole de conciliation et le geste de concorde.

Dimanche dans l'après-midi, il fut définitivement débordé parce que le sang coulait. Appliquant d'une manière stupide et brutale des mesures de police, déjà trop sévères pour les ouvriers, dans des conditions odieuses, les gendarmes tuèrent trois hommes à Grâce-Berleur.

Notre émotion fut immense, notre colère le fut aussi. Ainsi que nous n'avions cessé de prévoir et de prédire, le retour de Léopold III provoquait la mort de plusieurs compatriotes.

Un énorme cri d'indignation monta des couches profondes de la population; en quelques heures, le climat de grève devint un climat d'insurrection et brusquement le gouvernement comprit que pour maintenir Léopold III sur le trône, il lui faudrait faire tuer des centaines et des centaines de Belges. Il comprit aussi que c'était impossible.

Au moment où nos camarades liégeois sont tombés, le sort de Léopold III se régla, son abdication était définitivement inscrite dans les faits.

Toute la nuit de dimanche, toute la journee et la nuit de lundi se passèrent en négociations. Nous, socialistes, nous savions, non pas que nous aurions la victoire, je me refuse à employer un tel mot dans un tel drame, mais que notre solution serait admise.

Disons-le franchement, nous aurions pu obtenir l'abdication sans condition de Léopold III, mais cette solution, nous aurions

[illegible] beaucoup de patience, beaucoup de tact, beaucoup d'humanité, pour apaiser les rancœurs et valoriser les résultats.

Si le Prince veut bien se montrer strictement constitutionnel, il surmontera toutes les difficultés; nous l'y aiderons de toute notre bonne volonté, de tout notre désir de voir la Belgique retrouver dans le calme le crédit à l'étranger que les douze derniers mois lui ont fait perdre.

ENCLOSURE 2 TO DESPATCH 91
FROM BRUSSELS OF AUGUST 3, 1950
Source: Le Peuple of Aug 2 1950

DANS LA JOIE ET LA FIERTÉ

Le Peuple 8/2/50

Grand Meeting des Wallons,

Mardi après-midi, à la Maison du Peuple de Bruxelles, SPAAK, BUSET ET LATIN Y PRENNENT LA PAROLE DANS L'ENTHOUSIASME

#2

Meeting des Wallons mardi après-midi à la Maison du Peuple de Bruxelles. Ces Wallons courageux descendus dans la capitale pour dire rudement à Léopold III ce qu'ils pensent de la question royale et qui n'ont plus eu à leur arrivée qu'à manifester leur joie de la victoire et leur fierté. BUSET, le premier, parle à ces Wallons. Il dégage pour eux le caractère de la victoire que le mouvement ouvrier socialiste vient de remporter contre le roi, son parti, le cléricalisme politique, les « gens en place » et les magnats de l'industrie et de la banque.

MAX BUSET REND HOMMAGE A P.-H. SPAAK

Il dit aussi ce que le Parti entend obtenir pour que l'effacement du roi soit réellement un moment de concorde nationale. Il annonce à ce propos que M. Duvieusart a donné les instructions nécessaires pour que les gendarmes ne se montrent désormais plus. Il fait à cette occasion applaudir les policiers de la ville de Bruxelles dont le tact et le sens de la psychologie des foules ont été maintes et maintes fois révélés au cours de la lutte qui prend fin. Le président du Parti rend enfin un vibrant hommage à Paul-Henri Spaak, dont la fermeté et l'intelligence ont tant contribué à la victoire que nous fêtons aujourd'hui.

C'est dans un immense enthousiasme que Buset parle, souvent interrompu par des salves d'applaudissements et des vivats.

Achille DELATTRE, qui préside, demande à l'assemblée — deux mille ou trois mille personnes —, des hommes, des femmes, des ouvriers dont certains comme ceux d'Anderlues, sont venus à pied à Bruxelles... mais retourneront en autocar grâce à une touchante attention de la Centrale des Métallurgistes — Achille Delattre donc demande à l'assemblée d'observer une minute de silence à la mémoire des camarades de Grâce-Berleur, victimes de la gendarmerie.

PAR L'UNITE DU MOUVEMENT

Au nom de la F.G.T.B., LATIN, secrétaire de la Centrale des Métallurgistes, dit la satisfaction du mouvement syndical et sa gratitude à l'armée ouvrière qui a réalisé quelque chose de grandiose et de beau et ce par l'unité ouvrière et par l'unité des quatre formes du mouvement socialiste.

Après que Latin parle et qu'on

les rumeurs de la rue Joseph Stevens, de la place Emile Vandervelde et de la place de la Chapelle où des milliers et des milliers de manifestants sont demeurés sans pouvoir pénétrer dans la Maison du Peuple, pleine à craquer.

PAUL-HENRI SPAAK

Au moment où Latin, fort applaudi, quitte la tribune, la salle, debout, réclame SPAAK. Notre ami, fort ému, répond en gagnant immédiatement la tribune.

(Suite page 3, 4e colonne)

DOUZE MILLE PERSONNES FÊTENT LA VICTOIRE DU P. S. B.

(Suite de la première page)

Il y traite la question de l' « Effacement et de l'Abdication » qu'il traite dans son article que nous publions aujourd'hui en première page.

Après Spaak, dernier orateur prévu, Achille DELATTRE annonce que le meeting se prolongera par une sortie en ville, mais cette fois dans la joie bien entendu et la fierté.

LA C. N. T. EST CONVOQUEE POUR LES 7 ET 8 AVRIL

Tandis que la salle se vide, GELDOF gagne encore le micro. Il vient d'apprendre que Finet, Major et Renard, secrétaire de la F.G.T.B., viennent d'obtenir la convocation de la C.N.T. pour les 7 et 8 août.

Après sa déclaration devant la grande foule qui emplissait la salle de la Maison du Peuple, Paul-Henri Spaak décida tous les citoyens présents dans et aux abords des locaux, à défiler en bon ordre vers la ville.

Mais quelles difficultés lorsque le cortège voulut entamer sa marche! Spaak et les mandataires parmi lesquels on reconnaissait : Isabelle Blume, J.-E. Vandervelde, Van Acker, Doutrepont, De Groote, Mazereel, Bracops, Vermeylen, Brunfaut, André Deloor, Genot et d'autres encore, furent littéralement pressés par les manifestants enthousiastes.

Les jeunes gardes et des F. G. T. Bistes firent preuve de beaucoup de tact pour évacuer l'espace nécessaire afin que la foule puisse s'écouler.

LE DEFILE

En tête venaient les glorieux drapeaux de la fédération des Métallurgistes de Morlanwelz au millésime éloquent de sa fondation 1897. Derrière, les jeunes gardes des diverses provinces de Wallonie, se tenaient les mains, occupant toute la largeur des boulevards.

Et après les mandataires, la masse impressionnante des démocrates de toute la Belgique, Flamands et Wallons unis dans la victoire. Tous chantaient les hymnes socialistes que la foule sur les trottoirs reprenait en chœur. De partout, de la rue Blaes, à la gare du Nord, les applaudissements fusent à l'adresse des leaders, c'est le remerciement du peuple de Bruxelles envers ceux auxquels il doit la paix retrouvée, dans une solution de concorde.

DISLOCATION DANS LA DIGNITE

Le nombre des participants est tel que Spaak est déjà juché sur les bords des escaliers du passage de la gare du Nord que la place de Brouckère est à peine dégagée du flot qui passe. Douze mille personnes sont là, fraternellement unies mais P. H. Spaak prend la parole :

« Citoyens, citoyennes, notre armée démocratique, à laquelle le bourgmestre Saint-Remy avait défendu l'accès de cette place à la date du 1er Mai ; notre armée démocratique, trois mois plus tard a peine, le 1er août, est réunie ici dans le calme pour fêter sa victoire.

Une dernière fois, nous les mandataires, nous vous remercions, pour le grand effort que vous avez fourni dans la lutte qui vient de se terminer. Nous remercions ceux qui, du parti socialiste et du parti libéral ainsi que les autres personnes qui représentèrent l'union des forces saines de la Belgique. Parce qu'ils furent les dignes successeurs et héritiers des vertus de la Résistance, des Alliés et de la Démocratie.

— Je tiens aussi à rendre hommage à la Police de Bruxelles pour le tact dont elle fit preuve dans ces derniers jours.

— Nous nous quittons tous aujourd'hui fiers du résultat atteint, mais nous aurons d'autres luttes, d'autres batailles, d'autres victoires afin de réaliser davantage la justice démocratique pour laquelle nous vivons. »

Spaak chaleureusement applaudi, fut l'objet d'une ovation unanime lorsqu'il prit place dans une voiture mise gracieusement à sa disposition par un militant.

ENCLOSURE 3 to Despatch 91 dated
August 3, 1950 from Brussels
Source: Le Peuple of August 2, 1950

#3 Le Peuple 8/2/50

Deux mots aux communistes

La seule raison d'être des communistes étant de faire de l'agitation dans la classe ouvrière aux dépens du parti socialiste, le puissant mouvement populaire qui vient de se produire les a réveillés de leur engourdissement.

Ils n'ont jamais pris la moindre initiative dans la question royale ; au contraire, ils ont parlé de « diversion » et chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion ils ont saboté la résistance, contrarié les grèves, etc.

Maintenant que le P. S. C. et Léopold III ont dû s'incliner et que la question est virtuellement réglée, ils s'efforcent de tirer parti d'une situation où ils n'ont compté pour rien.

Aplatis aux élections du 4 juin, ils guettaient le moment de reprendre de la voix. On vient de les entendre crier à la trahison, parce que, d'après eux, le mot d'abdication ne se trouve pas dans l'accord intervenu et que la victoire antiléopoldiste n'a pas encore été suivie... d'une augmentation des salaires.

Ils sont furieux de voir que tout va rentrer dans l'ordre sans qu'ils aient joué le moindre rôle dans la solution et sans que les travailleurs prennent attention à eux.

La classe ouvrière va son chemin sans s'occuper de cette poignée de diviseurs et d'agitateurs en service commandé. Elle sait à quoi s'en tenir quand ils parlent de démocratie, de liberté, etc.

Elle laisse tranquillement japer ces roquets, qui portent au cou les marques du collier de fer par lequel Moscou les tient.

ENCLOSURE 4 to Despatch 91 dated August 3, 1950 from Brussels
Source: Drapeau Rouge of Aug. 1, 1950

La lutte n'est pas finie

Pas de compromis avec le dictateur sanglant, avec un gouvernement d'assassins

A bas le roi! A bas la monarchie! Vive la République!

DEVANT le déferlement de la colère populaire provoquée par le retour de Léopold III, le gouvernement Duvieusart a commencé par ricaner.

Lui avait-on donné à entendre qu'il ne s'agissait que d'une habile mise en scène, prélude à une solution batarde qui permettrait de démobiliser le peuple et d'assurer ainsi la victoire des partisans du roi?

Quoi qu'il en soit, l'ampleur prise par le mouvement s'est chargée de le détromper. S'il était dans le camp anti-léopoldiste des « conciliateurs » plus ou moins honteux, visiblement les masses populaires ne les suivaient pas.

Dès vendredi, perdant la tête en même temps que le contrôle des événements, le gouvernement accumulait les mesures provocatrices dont chacune rapprochait l'heure de l'insurrection.

Au cours des journées tragiques de samedi et dimanche, des centaines de grévistes et de manifestants furent blessés par les « feldgendarmes » de Sa Majesté, brutes aveugles déchaînées contre le peuple souverain.

Hier à Grâce-Berleur, trois hommes sont tombés, blessés à mort par l'instrument de guerre civile, la gendarmerie, désormais vouée à la haine et à l'exécration de tous les Belges épris de liberté.

Le gouvernement ne ricane plus. « Nous n'avions pas voulu cela », pleurnichent les responsables du sang versé.

Les conciliateurs ont estimé le moment propice pour amorcer une retraite générale qui permettrait de « causer ».

> Comme par hasard, une personnalité américaine a déclaré, samedi, que le gouvernement des Etats-Unis prenait très au sérieux la situation actuelle en Belgique et qu'il était très inquiet à ce sujet.

Cette intervention étrangère nous rappelle très opportunément la faiblesse principale du front anti-léopoldiste. Le fait que les dirigeants libéraux et socialistes sont d'accord sans réserve avec le roi, le P.S.C. et le gouvernement en ce qui concerne la politique étrangère est de nature à faciliter un compromis dont les adversaires irréductibles de Léopold III seraient inévitablement les dupes.

Est-ce par hasard que le contact entre les deux camps a été établi immédiatement après l'intervention américaine.

Nous ne condamnons pas en principe la discussion engagée hier à l'initiative des Prisonniers Politiques et poursuivie aujourd'hui, la preuve : des communistes y participent avec l'accord complet du Parti.

Mais nous tenons à déclarer de la façon la plus formelle que le Parti communiste rejette et continuera à rejeter toute solution qui n'impliquerait pas l'ABDICATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION DE LEOPOLD III; LA CONVOCATON SANS DELAI D'UNE CONFERENCE DU TRAVAIL AVEC, A L'ORDRE DU JOUR, LES REVENDICATIONS ESSENTIELLES FORMULEES IL Y A QUELQUES JOURS PAR LA F.G.T.B.

Tels sont en effet, les objectifs minima essentiels pour lesquels 700.000 travailleurs, épaulés par plus de la moitié de la population, luttent en ce moment, pour lesquels des centaines de Belges ont versé leur sang au cours de ces derniers jours, pour lesquels hier, trois ouvriers ont donné leur vie.

Ce serait trahir que de faire la moindre concession à un dictateur sanglant, à un gouvernement responsable des assassinats d'hier.

Nous avons, au cours de la lutte, collaboré loyalement avec l'ensemble des forces antiléopoldistes pour la réalisation des objectifs communs.

Nous entendons persévérer dans cette voie aussi longtemps que ces objectifs n'impliqueront pas directement ou indirectement des concessions que rien ne justifie.

Mais notre collaboration loyale avec l'ensemble des forces antiléopoldistes n'implique aucun renoncement au programme, aux mots d'ordre qui nous sont propres.

La gendarmerie, comme nous l'avions prévu et prédit, s'est transformée en instrument sanglant d'une dictature qui conduit le pays à la guerre civile.

Nous sommes convaincus de répondre aux sentiments de tous ceux qui furent témoins des brutalités bestiales des tueurs en uniforme, en exigeant la suppression immédiate de la gendarmerie en tant qu'institution terroriste destinée uniquement à mater les travailleurs et à étrangler la démocratie.

Par delà Léopold III et son éventuelle abdication, nous entendons souligner et accentuer notre position à l'égard de la Monarchie.

Pour nous, les morts de Grâce-Berleur ont définitivement scellé le sort de la dynastie de Saxe-Cobourg et de la monarchie.

Bauduin ne réussirait pas à effacer le souvenir de celui auquel il succéderait; sa présence sur le trône ne ramènerait pas l'apaisement et la concorde dan le pays.

La monarchie en Belgique symbolise désormais une politique de guerre et de misère imposée par une dictature militaire.

L'heure a sonné de choisir entre la monarchie et l'existence de la Belgique.

Nous avons choisi.

A BAS LE ROI
A BAS LA MONARCHIE
VIVE LA REPUBLIQUE

Edgard LALMAND

... la République !

(Suite de la première page.)

Elle s'appuiera demain sur le jeune prince comme elle rêvait de s'appuyer sur son père et elle n'hésitera pas à faire soutenir par lui la politique à la manière forte qu'elle a l'intention d'imposer au pays.

Ne perdons pas de vue d'ailleurs, qu'en dépit de la fiction d'une délégation des pouvoirs à son héritier, Léopold III reste toujours le roi en titre et que rien ne peut l'empêcher d'exercer son influence néfaste à travers la personne de son fils, jeune, inexpérimenté, et, pour le surplus, incapable de jouer par lui-même le rôle de roi constitutionnel.

Nous assistons à ce spectacle étrange de dirigeants d'un parti qui se réclame de la classe ouvrière, le Parti Socialiste Belge, se faire les protagonistes de la monarchie, organiser eux-mêmes autour de Baudouin une publicité inquiétante et contribuer à installer solidement sur le trône celui qui demain doit servir immanquablement les intérêts de la Réaction.

Certains essayent de cacher l'appui qu'ils apportent à la monarchie sous le couvert de la nécessité d'assurer l'unité de la Belgique.

Les événements viennent de démontrer au contraire que la dynastie de Saxe-Cobourg, loin de constituer un lien entre les régions du pays, constituait au contraire un dangereux ferment de discorde et qu'elle favorise la politique de ceux qui veulent, pour de sordides intérêts de classe, dresser les Wallons contre les Flamands.

Ceux qui vraiment sont soucieux de garder la Belgique, ceux qui tiennent à maintenir intacts les liens profonds qui existent entre travailleurs flamands et wallons, sont préoccupés d'éliminer une institution qui favorise la division et songent à transformer au plus tôt la Belgique en République fédérale.

Nous venons de connaître des journées où il était possible de faire un pas solide en avant dans ce domaine. Les innombrables travailleurs qui se rassemblaient sous les mots d'ordre d'abdication étaient prêts à mettre fin une fois pour toutes à la monarchie.

La leçon n'est pas perdue.

La monarchie a du plomb dans l'aile.

Dès à présent, la question de l'instauration de la République est posée devant les masses populaires et constitue un mot d'ordre valable pour leur action de demain.

Enclosure 5 to Brussels Despatch 91
dated Aug. 3, 1950
Source: Drapeau Rouge of Aug. 2 1950

A bas la Monarchie ! Vive la République !

LES événements de ces derniers jours ont porté un coup décisif à la personne du roi Léopold mais en même temps ils ont durement atteint le principe même de la monarchie.

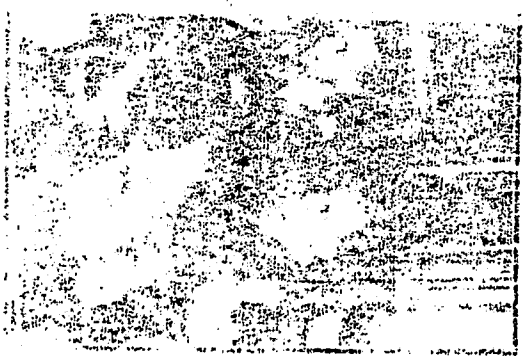
Il est devenu clair pour tous que si Léopold avait été simplement président de la République son élimination eut été une opération qui se serait faite sans fracas et qu'elle n'aurait pas créé dans le pays la situation de crise que nous connaissons depuis des mois.

Le fait que Léopold était roi a permis de faire jouer en sa faveur une série d'éléments sentimentaux. Bon nombre de léopoldistes ont épousé la cause du roi parce qu'ils voulaient défendre en lui, non l'homme qu'ils étaient prêts à considérer comme sans intérêt et même méprisable, mais le principe même de la monarchie qu'ils tiennent pour une des pierres angulaires de l'ordre établi.

Beaucoup d'autres se sont laissés prendre à l'argument religieux si habilement utilisé par l'Eglise et ont identifié la défense de leur foi avec celle du roi.

On est frappé d'ailleurs de l'acharnement mis par le parti du Roi à maintenir intact le principe monarchique. Si la clique réactionnaire qui voulait nous imposer Léopold III tient tant à garder la dynastie intacte, si déjà elle s'apprête à entretenir autour du jeune Baudouin une atmosphère de monarque de droit divin, c'est que l'institution sert ses desseins.

(Suite en page 2).



ENCLOSURE 6 to Despatch 91 from Brussels, dated Aug. 3 1950
Source: Libre Belge of Aug. 2 1950

Manœuvres pour la bipartite.

Déjà le bruit court, rasant les murs, dans les milieux politiques en général et du P. S. C. en particulier de la formation éventuelle d'un gouvernement biparti. C'est-à-dire avec les socialistes...

Pendant les jours pénibles que nous avons connus, à travers l'arrogance, hélas ! victorieuse des socialistes, ces derniers ont marqué la prétention de rentrer au pouvoir. Elle n'est peut-être pas abandonnée, encore que M. Duvieusart, chef du gouvernement, ait déclaré que l'accord mettant fin aux prérogatives du Roi ne comportait aucune clause d'ordre gouvernemental.

N'empêche que certains P. S. C. nourrissent la secrète espérance d'une résurrection de l'alliance contre nature et, parmi eux, M. Eyskens, ministre des Affaires économiques. Selon lui, cette association sur le plan gouvernemental est indiquée en raison de quelques problèmes à résoudre.

Personne n'ignore dans le P. S. C. que l'ancien chef du gouvernement a conservé dans les milieux socialistes des sympathies qu'il leur rend bien. Et tout le monde, au surplus, connait le rôle pour le moins équivoque qu'il a joué dans la question royale, en accord avec M. Wigny.

Dans les couloirs du Sénat on faisait allusion entre P. S. C. à ces desseins et à cette ambition.